

11-POS-310



Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

Déposé le 19 JUIN 2012

souhait de l'épave

→ renvoi en Commission

Scanné le
Postulat

Pour un moratoire sur les décisions d'octroi d'exonérations fiscales par le canton jusqu'à ce que celui-ci se dote d'instruments adéquats pour en mesurer leurs résultats et contrôler l'application des critères d'octroi

Les articles 17 et 91 de la loi sur les impôts directs cantonaux (LI) ont la teneur suivante :

« Exonérations temporaires d'entreprises

de personnes Art. 17. – Le Conseil d'Etat peut accorder des allègements fiscaux aux entreprises nouvellement créées qui servent les intérêts économiques du canton, pour l'année de fondation de l'entreprise et pour les neuf années suivantes. La modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle.

Exonérations temporaires des

personnes morales Art. 91. – Le Conseil d'Etat peut accorder des allègements fiscaux aux entreprises nouvellement créées qui servent les intérêts économiques du canton, pour l'année de fondation de l'entreprise et pour les neuf années suivantes. La modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle. »

Dans son rapport de juin 2012 la Délégation des commissions des finances et de gestion du Grand Conseil sur les exonérations fiscales temporaires formule un certain nombre de recommandations et une proposition, constatant des lacunes importantes en matière de suivi et de contrôle. Compte tenu des très vives réactions suscitées par la publication du rapport du Contrôle fédéral des finances en février 2012, du débat public sur le montant des recettes fiscales «soustraites» ces dernières années au canton (selon un expert interrogé par la RTS, quelques 3 milliards), les député-e-s signataires du présent postulat demande au Conseil d'Etat :


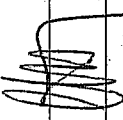


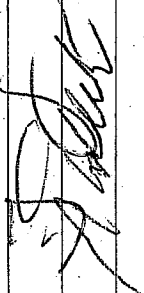

1. d'étudier immédiatement l'opportunité de suspendre l'octroi d'exonérations fiscales temporaires fondées sur la LI jusqu' à ce qu'à la mise en œuvre des recommandations et de la proposition formulées par la Délégation ;
2. de présenter un Rapport au Grand Conseil sur les instruments dont le gouvernement entend se doter pour mesurer les effets des dites exonérations et contrôler l'application des critères d'octroi, en particulier le nombre d'emplois, la nature et le volume des investissements, la collaboration avec les instituts de recherche et de formation ainsi que la non-distorsion de concurrence. Ce Rapport permettra au gouvernement d'exaucer sa promesse de rendre public une nouvelle grille des critères reposant sur une nouvelle politique d'appui au développement économique (PADE) validée par le gouvernement pour la période 2012-2015, promesse faite dans la réponse à l'interpellation Philippe Martinet et consorts sur les exonérations fiscales en juin 2012.

Lausanne, le 19 juin 2012


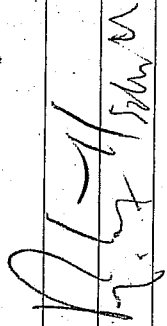
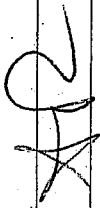
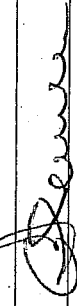
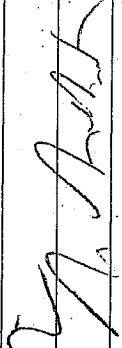

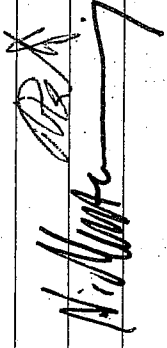
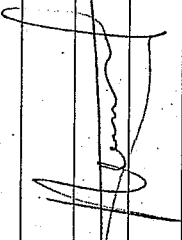
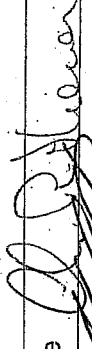

Jean-Michel Dolivo

Christiane Jaquet

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2012

Aebi Jean-Robert	Capt Gloria	Dind Claudine
Aellen Catherine 	Chapalay Albert	Dolivo Jean-Michel
Amstein Claudine	Chappuis Laurent	Ducommun Philippe
Ansermet Jacques	Chatelain André	Dufour Claude-Eric
Apothéoz Stéphanie 	Cherubini Alberto	Durussel José
Attinger Doepper Claire	Chevalley Christine	Duvoisin Ginette
Aubert Mireille	Chevalley Isabelle	Eggenberger Julien 
Baehler Bech Anne	Cherix François	Epars Olivier
Ballif Laurent 	Chollet Jean-Luc	Favez Jean-Michel
Bally Alexis	Chollet Jean-Marc	Favrod Pierre-Alain
Bavaud Sandrine	Christen Jérôme 	Ferrari Yves
Berlie Olivier	Collet Michel	Flora-Guttmann Martine
Bernhard Maximilien	Clot Bertrand	Freymond Cantone Fabienne
Berseth Verena	Cornamusaz Philippe	Gaille Pierre-André
Bolay Guy-Philippe	Cornaz-Rovelli Valérie	Gay Vallotton Michèle
Bonjour Eric	Courdesse Régis	Girardet Lucas
Bonny Dominique-Richard	De Icco Fabrice	Giardon Julien
Borloz Frédéric	De Montmollin Martial	Glutz Félix
Bory Marc-André	Debluë François	Golaz Florence
Bottlang-Pittet Jaqueline	Décosterd Anne	Golaz Olivier
Brélaz François	Delay Elisabeth	Gorrite Nuria
Buffat Marc-Olivier	Depoister Anne-Marie	Grandjean Pierre
Buffat Michaël	Desmeules Michel	Grobéty Philippe
Cachin Jean-François	Despot Fabienne	Grognoz Frédéric
Calpini Christa	Devaud Grégory	Guignard Jean 

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2012

Guignard Pierre	Monod Alain	Rostan Jacqueline
Haenni Frédéric	Montangero Stéphane	Roulet Catherine 
Haldy Jacques	Mossi Michele	Ruey-Ray Elisabeth
Haury Jacques-André	Mouquin Michel	Saugy Roger 
Hurni Véronique	Nicolet Jacques	Schilt Jean-Jacques
Jaquet-Berger Christiane	Oran Marc	Schwaar Valérie
Jaquier Rémy	Pache Rémy	Schwab Claude
Jobin Philippe	Papilloud Anne 	Silauri Alessandra
Jungclaus Delarze Suzanne	Payot François	Sonnay Eric
Kappeler Hans Rudolf	Pernoud Pierre-André	Sordet Jean-Marc
Kernen Olivier 	Perrin Jacques	Surer Jean-Marie
Labouchère Catherine	Pertusio Mario-Charles	Truffer Jean-Jacques
Mahaim Raphaël 	Pidoux Jean-Yves	Uffer Filip
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Pierre-André	Venizelos Vassilis
Mange Daniel	Poncet Gabriel	Villa Sylvie
Manzini Pascale	Progin Sylvie	Voiblet Claude-Alain
Marendaz André	Randin Philippe 	Volet Pierre
Martinet Philippe	Rapaz Pierre-Yves	Vuillemin Philippe
Mattenberger Nicolas 	Rau Michel	Walther Eric
Mayor Olivier	Reichen Gil	Weber-Jobé Monique
Melly Serge	Renaud Michel 	Wehrli Laurent
Mercier Pierre-Alain	Rey-Marion Alette	Wyssa Claudine
Meyer Roxanne	Reymond Philippe	Yersin Jean-Robert
Miéville Michel	Rithener Christiane 	Züger Eric
Modoux Philippe	Rochat Nicolas 	Zwahlen Pierre